



PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 4 FEV. 2019

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

SPEI/RH

ARRÊTÉ

imposant des prescriptions complémentaires à la société CRÉALIS 20, rue de Bourgogne à SAINT-PRIEST

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1, L. 181-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 3 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 26 février 2014 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;

VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;

VU le plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Rhône et de la Métropole de Lyon approuvé le 11 avril 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2007 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société CRÉALIS dans son établissement situé 20, rue de Bourgogne à SAINT-PRIEST ;

VU la déclaration du 15 mai 2018 complétée le 19 septembre 2018 présentée par la société CRÉALIS pour le maintien d'une activité sur l'isobutane pendant les travaux de mise sous talus des réservoirs de GIL ;

VU le rapport du 7 janvier 2019 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la déclaration susvisée effectuée par la société CRÉALIS est conforme aux dispositions de l'article R 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant souhaite pouvoir utiliser un isoconteneur d'isobutane positionné à l'un des postes de dépôtage D1 ou D3 pour remplacer le réservoir C110 qui doit faire l'objet de travaux dans le cadre du PPRT ;

CONSIDÉRANT que cette situation temporaire durera jusqu'à la fin de travaux sur les réservoirs de GIL, au plus tard jusqu'en juin 2019 ;

CONSIDÉRANT toutefois, que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT de plus, que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques non communicables ;

CONSIDÉRANT par ailleurs, qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle car les conditions d'exploitation transitoires ne modifient pas les phénomènes dangereux actés dans le PPRT de SAINT-PRIEST du 24 juillet 2015 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'encadrer ces mesures temporaires par un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1

La société CRÉALIS, dont le siège social est situé 26 rue des Coulons, 94360 BRY-SUR-MARNE, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires définies dans l'article suivant pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SAINT-PRIEST, au 20 rue de Bourgogne.

Ces dispositions complètent les prescriptions des actes antérieurs qui restent applicables.

ARTICLE 2

Les dispositions encadrant la période des travaux de mise sous talus des réservoirs de gaz inflammable liquéfié, sont annexées au présent arrêté et ne sont pas communicable au public.

ARTICLE 3

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie de SAINT-PRIEST mise à la disposition de toute personne intéressée et sera affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois.

Le maire de SAINT-PRIEST fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société .

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de 4 mois.

ARTICLE 4

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

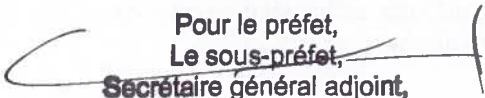
ARTICLE 5

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-PIEST, chargé de l'affichage prescrit à l'article 3 précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le - 4 FEV. 2019

Le Préfet,

Pour le préfet,
Le sous-préfet,

Secrétaire général adjoint,

Clément VIVÉS